

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

**Art. 3.** De Vlaamse minister, bevoegd voor de Natuurlijke rijkdommen, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 juni 2006.

De minister-president van de Vlaamse Regering,  
Y. LETERME

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur,  
K. PEETERS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2006 — 3127

[C - 2006/36182]

**30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement flamand  
fixant la clef de répartition en vue de l'utilisation des ressources du "Grindfonds" (Fonds gravier)  
pour l'année budgétaire 2006**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 14 juillet 1993 portant création du "Grindfonds" et réglant l'exploitation de gravier, tel que modifié par le décret du 6 juillet 2001, notamment l'article 5;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 22 juin 2006;

Vu l'avis du comité gravier, rendu le 27 février 2006;

Sur la proposition du Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La clef de répartition en vue de l'utilisation des ressources pour l'année budgétaire 2006 affectées au fonctionnement des comités gravier visés à l'article 4 du décret du 14 juillet 1993 portant création du "Grindfonds" et réglant l'exploitation de gravier est, par dérogation aux marges visées à l'article 5 du même décret, fixée comme suit :

- pour le fonctionnement du comité de restructuration : 45,0 %
- pour le fonctionnement du comité social : 28,0 %
- pour le fonctionnement du comité de recherche : 0,6 %
- pour les dépenses générales du comité gravier et pour les études mentionnées dans le décret visé ci-dessus : 26,4 %.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a les Ressources naturelles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 juin 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,  
K. PEETERS

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2006 — 3128

[2006/202645]

**13 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 6;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 22;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 9;

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, notamment l'article 8;

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines, notamment l'article 58;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 45;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 61;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, notamment les articles D. 405, D. 407 et D. 411;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 9 février 2006;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 22 février 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 mai 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents de la Division de la Police de l'Environnement, ainsi que le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions prévues :

1<sup>o</sup> au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2<sup>o</sup> à la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

3<sup>o</sup> à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

4<sup>o</sup> au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

5<sup>o</sup> à la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

6<sup>o</sup> au décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

7<sup>o</sup> au décret du 7 juillet 1988 sur les mines;

8<sup>o</sup> aux titres I<sup>er</sup>, II et III de la partie IV du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

9<sup>o</sup> aux arrêtés d'exécution des lois et décrets visés aux 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, dans la mesure où les matières qu'ils régissent ressortissent à la compétence de la Région.

§ 2. Les agents et préposés forestiers sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions visées au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> uniquement pour les déchets inertes et ménagers en zone non destinée à l'urbanisation au sens de l'alinéa 2 de l'article 25 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et 8<sup>o</sup>, ainsi qu'à leurs arrêtés d'exécution.

§ 3. Les fonctionnaires et agents de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement appartenant à la Division de l'Eau sont compétents pour rechercher et constater les infractions aux dispositions visées au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, ainsi qu'à leur arrêté d'exécution.

Copies des procès-verbaux dressés par les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa précédent sont adressés au centre extérieur de la Division de la Police de l'Environnement dans le ressort duquel est commise l'infraction.

§ 4. Les agents désignés en exécution des §§ 1<sup>er</sup> à 3 sont désignés sous l'appellation de "police de l'environnement". »

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Les agents des services taxes et redevances en matière d'eau et de déchets disposent des mêmes prérogatives que celles attribuées aux agents visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, pour les besoins nécessaires à l'exercice strict de leur mission dans le cadre des titres II et VI de la partie IV du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne. »

**Art. 3.** Les articles 3 à 5 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 4.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de cours d'eau non navigables et de protection des eaux de surface contre la pollution est abrogé.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3128

[2006/202645]

**13. JULI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 22;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, insbesondere des Artikels 58;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 45;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 61;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikeln D. 405, D. 407 und D. 411;

Aufgrund des am 9. Februar 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 22. Februar 2006 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 8. Mai 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel 1 - § 1 - Unbeschadet der Befugnisse der Offiziere der Gerichtspolizei sind die Beamten und Bediensteten der Abteilung Umweltpolizei, sowie der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt beauftragt, die Verstöße gegen die in den nachstehenden Gesetzestexten vorgesehenen Bestimmungen zu ermitteln und festzustellen:

1° das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

2° das Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;

3° das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;

4° das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

5° das Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

6° das Dekret vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden;

7° das Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben;

8° die Titel I, II und III des Teils IV des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

9° die Durchführungserlasse der in den Punkten 1° bis 7° erwähnten Gesetze und Dekrete, insofern die Angelegenheiten, die durch sie geregelt werden, unter die Zuständigkeit der Region fallen.

§ 2 - Die Bediensteten und Beauftragten des Forstwesens sind beauftragt, die Verstöße gegen die in § 1 Punkte 3° und 4° erwähnten Bestimmungen, nur was die inerten Abfälle und den Hausmüll in einem nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiet im Sinne von Absatz 2 des Artikels 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe betrifft, und gegen die in Punkt 8° erwähnten Bestimmungen und deren Durchführungserlasse zu ermitteln und festzustellen.

§ 3 - Die Beamten und Bediensteten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, die zu der Abteilung Wasser gehören, sind zuständig, um die Verstöße gegen die in § 1 Punkte 3° und 8° erwähnten Bestimmungen und deren Durchführungserlass zu ermitteln und festzustellen.

Abschriften der von den in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Beamten und Bediensteten aufgenommenen Protokolle werden an die auswärtige Zentralstelle der Abteilung Umweltpolizei gerichtet, innerhalb deren Zuständigkeitsbereich der Verstoß begangen wurde.

§ 4 - Die in Durchführung der §§ 1 bis 3 bezeichneten Bediensteten werden unter der Bezeichnung "Umweltpolizei" ernannt.»

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Die Bediensteten der Dienststellen Steuern und Gebühren in Sachen Wasser und Abfälle verfügen für die notwendigen Erfordernisse zur strikten Ausübung ihrer Aufgabe im Rahmen der Titel II und VI des Teils IV des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region über die gleichen Alleinbefugnisse, die den in Artikel 1 § 1 erwähnten Bediensteten zugeteilt werden.»

**Art. 3** - Die Artikel 3 bis 5 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 4** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Benennung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Übertretungen in Bezug auf die nichtschiffbaren Wasserläufe und den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung zuständig sind, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 5** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

---

VERTALING

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 2006 — 3128

[2006/202645]

**13 JULI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de leefmilieubescherming**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberg, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 58;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 45;

Gelet het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen 405, D. 407 en D. 411;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 9 februari 2006;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 22 februari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 mei 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de leefmilieubescherming wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, worden de ambtenaren en personeelsleden van de Afdeling Leefmilieupolitie, alsmede de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, belast met het opsporen en vaststellen van overtredingen van de bepalingen van :

1° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

3° de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

4° het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

5° de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

6° het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen;

7° het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;

8° de titels I, II en III, deel IV, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

9° de uitvoeringsbesluiten van de wetten en decreten bedoeld in 1° tot 7°, voor zover de materies waarop ze betrekking hebben onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen.

§ 2. De personeelsleden en bosbeambten worden belast met het opsporen en het vaststellen van overtredingen van de bepalingen bedoeld in § 1, 3° en 4°, alleen voor wat betreft inerte en huishoudelijke afvalstoffen in gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn in de zin van het tweede lid van artikel 25 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en Patrimonium, en 8°, alsook van de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 3. De ambtenaren en personeelsleden van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu die onder de Afdeling Water ressorteren zijn bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen van de bepalingen bedoeld in § 1, 3° en 8°, alsmede van het uitvoeringsbesluit ervan.

Afschriften van de processen-verbaal opgemaakt door de in het vorige lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden worden gericht aan het buitencentrum van de Afdeling Leefmilieu in het ambtsgebied waarvan de overtreding wordt begaan.

§ 4. De personeelsleden aangewezen ter uitvoering van de §§ 1 tot 3 worden aangewezen onder de benaming "leefmilieupolitie". »

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De personeelsleden van de diensten taksen en heffingen inzake water en afval beschikken over dezelfde voorrechten als de personeelsleden bedoeld in artikel 1, § 1, om hun opdracht nauwgezet te kunnen uitoefenen in het raam van de titels II en VI, deel IV, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalbelasting in het Waalse Gewest. »

**Art. 3.** De artikelen 3 tot 5 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 4.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 tot aanwijzing van de personeelsleden bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake onbevaarbare waterlopen en bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging wordt opgeheven.

**Art. 5.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN